

Ces référendums dont notre oligarchie européenne aimerait tant se passer !

Article rédigé par , le 06 octobre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Deux référendums ont eu lieu ce dimanche : l'un en Hongrie, l'autre en Colombie.

Deux référendums ont eu lieu ce dimanche : l'un en Hongrie, l'autre en Colombie. Le premier demandait l'avis des Hongrois sur le plan de répartition des migrants imposé par l'Union européenne à ses membres et sur l'obligation faite à leur pays d'accueillir 1.300 de ceux-ci. Les électeurs magyars ont refusé ce plan à 98,2 %, mais ils n'ont participé au scrutin qu'à 39,8 %. Or, la Constitution impose que le taux de participation soit supérieur à 50 % pour que celui-ci soit valide. Les commentateurs jugent que ce résultat constitue un échec pour le Premier ministre Viktor Orbán, qui serait affaibli alors qu'il voulait être plébiscité. En prônant l'abstention, la gauche a réussi une manœuvre. Beaucoup de socialistes allant aux urnes auraient sans doute voté non comme la majorité des électeurs. En s'abstenant, ils ont contré Viktor Orbán sans voter pour l'accueil des migrants imposé par l'Union européenne.

Le système suisse qui consiste à réunir un nombre suffisant de signatures en amont pour le déclencher est plus logiquement démocratique, puisqu'une fois ce premier obstacle franchi, il considère que c'est la majorité qui compte, sous-entendant que les abstentionnistes laissent ceux qui ont un intérêt pour la question, ou une meilleure connaissance du sujet, décider pour eux.

En Colombie, le président Santos, qui n'y était pas tenu, a interrogé le peuple sur l'accord entre le gouvernement colombien et les rebelles terroristes des FARC conclu grâce à la médiation cubaine. Les sondages annonçaient une approbation triomphale au minimum à 55 %. Le non l'a emporté contre toute attente à 50,2 %.

Les abstentionnistes ont été nombreux : 62,72 %. Le taux de participation valide le scrutin. On peut lister les ressemblances et les différences entre le référendum hongrois et le colombien. Dans les deux cas, le chef de l'exécutif a utilisé le référendum pour obtenir un soutien de sa politique et de sa personne. Ni Orbán ni Santos n'ont réussi. Tous deux vont passer outre, l'un en s'opposant au plan européen, bien que le seuil de 50 % des électeurs n'ait pas été atteint, l'autre en poursuivant le processus de paix avec les FARC bien qu'une courte majorité des Colombiens ayant voté s'y oppose.

En revanche, si Orbán a reçu le soutien massif de ses partisans et n'a pas été battu par ses adversaires, Santos a bel et bien été désarçonné par son prédécesseur Álvaro Uribe, celui dont il avait été le ministre et le dauphin. L'échec d'Orbán est beaucoup plus relatif que celui de Santos. On remarquera que nos médias n'ont pas fait cette distinction. Orbán et Uribe sont d'affreux populistes qui ont eu le toupet de mener une excellente politique et d'être réélus. C'est Uribe, notamment, qui avait réussi la libération par la force d'Ingrid Betancourt quand les politiciens de chez nous souhaitaient une négociation, comme d'habitude. Santos, qui a été chercher sa paix avec les guérilleros marxistes chez les Castro, est beaucoup plus fréquentable.

L'ancien Premier Ministre d'un confetti fiscalement paradisiaque devenu président des technocrates européens ose déclarer : « *Si des référendums sont organisés sur chaque décision des ministres et du Parlement européen, l'autorité de la loi est en danger.* » Curieuse conception de la loi que celle qui en exclut la volonté du peuple ! Le socialiste allemand Schulz, qui préside le « Parlement », parle d'un *jeu dangereux* :

la démocratie serait dangereuse ? Comment ne pas voir que c'est la confiscation du pouvoir par une oligarchie qui ne représente aucun peuple réel et n'a aucune légitimité véritable qui est un danger pour nos démocraties ?

Christian Vanneste